



**Bas salaires, chômage, reculs sociaux,
On n'en veut pas !!**

26 juin 2014

**Journée nationale interprofessionnelle de grève et de manifestation
Rassemblement à 11H00 devant la Préfecture de Blois.**

Les 7 et 8 juillet, le Gouvernement a convoqué la **3^{ème} conférence sociale** du quinquennat.

Les conclusions de cette conférence sont déjà écrites par les politiques engagées depuis 2012 et mises en œuvre avec :

- **le pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi** et ses 20 milliards de crédits d'impôts pour le patronat ;
- **la transposition dans la loi de l'accord dit de « nouveau modèle économique et social »** qui oppose le salaire à l'emploi ;
- **la réforme des retraites** ;
- **le pacte de responsabilité et de solidarité** et son plan de 50 milliards de réduction des dépenses publiques censé le financer en faisant payer les salariés, avec notamment la prolongation du gel du point d'indice des fonctionnaires jusqu'en 2017, la poursuite de la diminution des effectifs de la fonction publique, une diminution de 10 milliards des dépenses de l'assurance maladie, le gel des prestations sociales (retraite, famille, logement) jusqu'en 2015, un gel des retraites complémentaires et la nouvelle assurance chômage contre laquelle, notamment, les intermittents du spectacle agissent.

Du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) aux dernières mesures fiscales et d'allègements sur les salaires portées par le pacte de responsabilité et de solidarité, ce sont plus de **40 milliards**, qui, au nom de la baisse du coût du travail, sont

donnés au patronat, pendant que pour les salariés, c'est une politique d'appel à la smicardisation et la poursuite de la liquidation de la Sécurité sociale. Celle-ci est mise en œuvre, sous le masque de la hausse du salaire net, à partir d'une diminution des cotisations sociales salariales pour les bas salaires et de la suppression totale des cotisations sur le Smic pour le patronat.

Dans la poursuite des politiques conduites hier, **le Gouvernement affirme une politique libérale d'austérité** contre le monde du travail, dans la logique des recommandations de la Commission Européenne aux ordres des groupes industriels et financiers. Avec la redéfinition des collectivités territoriales (redéfinition des régions, création de métropoles, suppression à terme des départements...), l'objectif est de pousser toujours plus loin l'intégration européenne, de livrer de nouveaux marchés au capital, à la sphère privée, avec comme conséquence, de nouveaux reculs sociaux pour les populations, et des collectivités territoriales (commune, département...) reléguées au rang de supplétif de la défaillance de l'initiative privée et de la désagrégation des services publics, pour assurer un minimum de cohésion sociale.

C'est cette logique que contestent les cheminots dans leur lutte contre une réforme qui n'a pour seule finalité, que de livrer le rail aux marchés.

Il y en a assez du recul social, de l'austérité, des bas salaires, du chômage, de la liquidation de la Sécurité sociale, des services publics...

Le 26 juin, par la grève et en manifestant à 11H00 devant la Préfecture de Blois suivi d'un Barbecue revendicatif

Portons l'exigence d'une autre logique :

⇒ Une logique qui porte les exigences d'augmentation des salaires, de renforcement de la Sécurité sociale à partir de la socialisation de la part nécessaire des richesses créées, de développement des services publics sous monopole public, de maintien, de développement et de relocalisation de production industrielle, de nationalisation des grands moyens de production et d'échange.... Autant de choix et orientations qui conditionnent consommation et relance économique.